

## Intervention du SNUEP-FSU en plénière du thème 4

### L'urgence de renforcer les CFR !

En 2007, lors de son 5<sup>e</sup> congrès à Marseille, la FSU décidait la création d'un conseil fédéral Régional (CFR). Cette création fait suite à l'instauration, 5 ans plus tôt, du conseil national de la formation professionnelle (CNFPTLV), devenu CNEFOP en 2014, et des comités de coordination régionaux de l'emploi et de la formation professionnelle (devenus CREFOP en 2014).

Depuis, les compétences régionales n'ont cessé de se renforcer avec la mise en œuvre des lois de décentralisation successives.

Le nouveau découpage en 13 régions après la loi de 2015 a rendu les régions plus fortes alors que dans la même période, le fonctionnement des CFR ne s'est pas renforcé.

Lors de son dernier congrès en 2019, la FSU faisait le constat de difficulté de fonctionnement liée notamment aux manques de militant-es. Elle réaffirmait le rôle central des SD et pointait aussi une implication des SN « *plus réelle dans les CFR que dans les SD où souvent seules les SN du MEN sont présents* ». Enfin, malgré les difficultés de fonctionnement, elle admettait que « *les nouvelles compétences de l'état au niveau régional et des*

*régions nécessitent un renforcement de notre activité à cet échelon (investissement des SDFSU, SN, tendances)* ». Nous pensons qu'aujourd'hui, il est urgent que la FSU développe encore plus sa réflexion et son activité fédérale au niveau régional sans rogner sur le rôle central des SD.

Aussi, la loi de décentralisation 3DS renforce encore le rôle des Régions. C'est pour cela que la FSU doit renforcer son travail à ce niveau, mettre en place dans toutes les régions des groupes de travail permanent traitant des questions d'économie, de transition écologique (lutte contre le réchauffement climatique et préservation de la biodiversité), de politiques de l'emploi et de formations et y associer l'ensemble des syndicats nationaux en appui des militant-es qui siègent en CESER et CREFOP.

Nous sommes face à un gouvernement qui prône la déqualification des emplois. Pour le SNUEP, il est nécessaire que la FSU renforce son engagement sur la formation professionnelle tout au long de la vie des jeunes et des salarié-es et renforce ses analyses sur les liens entre qualifications et emplois.